



Monsieur François BAYROU
Premier Ministre
Hôtel de Matignon
57 rue de Varenne
75007 PARIS

Date 10 juillet 2025 à Paris

Objet Contributions de la sécurité routière aux économies pour le budget de l'Etat

Monsieur le Premier Ministre,

Le coût pour la société, et en particulier pour l'Etat et la Sécurité Sociale, des accidents de la route est encore d'une telle ampleur qu'une action résolue pour réduire ces accidents aura un effet d'allègement de charges pour l'Etat **qui se compte en milliards d'euros** et contribuera significativement au plan d'économies que vous êtes en train d'élaborer.

Nous sommes convaincus qu'une telle action résolue peut être rapidement efficace et ne pas coûter plus cher à l'Etat, car elle mobilisera essentiellement les acteurs privés et leur financement.

Nous sommes convaincus que vous trouverez un appui politique transpartisan, comme le montre le vote récent par le Parlement de la loi sur l'homicide routier que le Président de la République va bientôt promulguer.

Nous sommes convaincus aussi qu'une telle action recevra une large adhésion de la part des Français, en attente de fermeté de l'Etat sur les sujets de sécurité, en particulier dans l'espace public qu'est la route et la rue.

Dans la page jointe en annexe à ce courrier, nous explicitons l'effet macro-économique d'une baisse de moitié des accidents de la route. Le coût pour la société de ces accidents doit inclure, non seulement les tués et les blessés graves, mais aussi l'impact négatif et traumatisant sur leur famille et leurs proches. Leurs vies basculent et sont également brisées. Le nombre total réel de victime est à multiplier par 10 par rapport aux statistiques officielles. Ce n'est pas 20.000 mais 200.000 victimes par an que les dispositifs nationaux de solidarité doivent accompagner pour les blessures et traumatismes, la rééducation, les dépressions, le chômage, pour épauler les aidants. Cela coûte cher, très cher pour des malheurs complètement évitables.

Même si seulement 10% des coûts évités se traduisent par une baisse de charges pour la sphère publique, une diminution par deux des accidents de la route se traduirait par **une économie d'au moins 5 milliards € / an jusqu'en 2029**. Le levier est considérable, sur la Sécurité Sociale, le budget de l'Etat, et le budget des collectivités territoriales. C'est pourquoi un plan d'action est à considérer même avec une perspective purement financière, tandis que la dimension humaine et politique est évidemment première.

De par son expertise, la Ligue a des idées à vous proposer pour construire et mettre en œuvre un tel plan d'action. La stagnation des résultats ses dix dernières années est le signe qu'un potentiel de baisse est rapidement atteignable. Par exemple, vous pouvez obtenir la collaboration des compagnies et les mutuelles d'assurance, d'une part, en leur demandant de doubler leur engagement financier volontaire pour les actions de prévention, en particulier envers les deux roues motorisés. Vous avez la possibilité de le rendre obligatoire si besoin. Et celle des constructeurs, d'autre part, pour faciliter l'installation d'enregistreurs de données d'accident combinés à des dashcams, renforçant ainsi les conditions d'une dissuasion efficace des comportements intentionnellement dangereux. Nous avons bien d'autres mesures à proposer à vos ministres, notamment ceux de la Justice et de l'Intérieur.

En vous remerciant d'avance de votre réponse et de votre attention à notre proposition, que nous prêts à vous présenter, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, notre respectueuse considération.



Proposition novatrice de la Ligue contre la violence routière pour réduire le déficit de l'Etat

La proposition tient en **une approche politiquement courageuse** et visionnaire et **2 chiffres**.

L'approche : l'accompagnement de la trajectoire de baisse du déficit de l'Etat sous les 3% en 2029 par une trajectoire de baisse très significative du nombre de victimes de la route d'ici 2029

***200 000 victimes de la route / an en France**

Le nombre total de victimes de la violence routière est très nettement supérieur aux seuls chiffres comptabilisés officiellement, à savoir environ 3500 personnes tuées et 16.000 blessés graves dont 3.500 handicapés à vie (chiffres ONISR). Ce total de près de 20 000 victimes directes doit être **complété par le nombre de victimes indirectes, les familles et les proches**, dont les vies basculent et sont également brisées (dépression, chômage, traumatismes, et parfois suicide), la Ligue estime qu'en se basant sur des études de l'AGIRA et en considérant aussi les familles des auteurs des collisions mortelles ou avec blessures graves, leur nombre est d'environ 7 à 10 par victime directe. En retenant le chiffre de 9 victimes indirectes pour une victime directe, ce sont environ 200 000 victimes par an qu'il faut considérer. Soit 2 millions de victimes tous les dix ans dans l'état actuel de l'accidentalité qui n'a tristement pas baissé depuis 10 ans. La violence routière reste un fléau qui touche très largement les Français.

La violence routière c'est en réalité 550 victimes par jour, 1 toutes les 3 minutes! Ces drames de la route ne sont pas des « faits divers ». Ce sont de vrais faits de société qui exigent que nous leur accordions une très forte priorité. Les jeunes sont les 1ères victimes évitables (500 tués par an dans la tranche 18-24 ans)

*** Coût sociétal de la violence routière >>100 milliards €/an.**

Il s'agit du coût sociétal annuel de la violence routière en France n'intégrant pas le coût induit par les co-victimes (indirectes), estimé par l'Université Gustave Eiffel et l'ONISR. En incluant le coût induit par les co-victimes on peut estimer que ce coût sociétal total est plutôt de l'ordre de plusieurs centaines de milliards d'euros par an dont même un faible pourcentage peut contribuer au redressement des finances de la France.

Ainsi, si le nombre de victimes de la route était divisé par deux, de manière volontariste, en deux ans au lieu de 10 ans comme l'Etat français s'y est engagé, une estimation montre (les économistes ou le commissariat au plan confirmeront vite) que l'impact direct sur le déficit public (par l'allègement des charges pesant sur le système de santé, le désengorgement des prétoires, les réaffectations des forces de l'ordre sur d'autres priorités..) serait de 10% du coût global évité, **soit au minimum 5 milliards d'euros / an jusqu'en 2029**, à mettre donc en regard avec les 40 milliards € d'économies que votre gouvernement recherche pour 2026 et pour accompagner la trajectoire de réduction du déficit < 3% en 2029. L'effet de levier d'une action vigoureuse sur la sécurité routière est très significatif. Cette action doit donc être considérée.

Le tableau ci-dessous ébauche 2 scenarii (5ans-10ans, Hypothèse minimale coût 100Mds€/an de la violence routière) de contribution d'une réduction volontariste des victimes de la route aux déficits publics

Trajectoire d'économies globales possibles avec la réduction du nombre de tués et blessés graves d'ici 2029								
Année	Tués France Métrop.	Blessés graves France Métrop. *	Tués France Métrop. + OM	Blessés graves France Métrop. + OM*	Hyp coût sociétal de l'insécurité routière (Mds€) victimes directes seules	Trajectoire réduction du déficit < 3% en 2029 (Mds€)	Trajectoire contribution SR à réduire déficit public <3% d'ici 2029 (Mds€)	
Référence 2023	3167	16000	3398	17167	100,0			
2024	2787	14080	2990	15107	99,0	15	1,0	
2025	2453	12390	2631	13294	87,1	60	11,9	
2026	2158	10904	2316	11699	76,7	20	10,5	
2027	1899	9595	2038	10295	67,5	20	9,2	
2028	1671	8444	1793	9060	59,4	20	8,1	
2029	1471	7430	1578	7972	52,2	15	7,1	
Contrib SR 12 Mds€/an	Hyp -12%/an nécessaires pour tenir l'engagement de la France pour 2030					total de 150 ? Mds€ < 2019	avec Hyp de 12%/an	-
* estimation								
Diviser par deux tous les dix ans = réduire de -6,7% par an Hyp: atteindre l'objectif en 2030 depuis 2019 = -12%/an								
Année	Tués France Métrop.	Blessés graves France Métrop. *	Tués France Métrop. + OM	Blessés graves France Métrop. + OM*	Hyp coût sociétal de l'insécurité routière (Mds€) victimes directes seules	Trajectoire réduction du déficit < 3% en 2029 (Mds€)	Trajectoire contribution SR à réduire déficit public d'ici 2029 (Mds€)	
Référence 2023	3167	16000	3398	17167	100,0			
2024	2955	14928	3170	16017	99,0	15	1,0	
2025	2757	13928	2958	14944	92,4	60	6,6	
2026	2572	12995	2760	13942	86,2	20	6,2	
2027	2400	12124	2575	13008	80,4	20	5,8	
2028	2239	11312	2402	12137	75,0	20	5,4	
2029	2089	10554	2241	11324	70,0	15	5,0	
Contrib SR 6,7 Mds€/an	Hyp -6,7%/an si engagement de la France de diviser par 2 sur 10 ans d'ici 2034					total de 150 ? Mds€ < 2019	avec Hyp de 6,7%/an	-
* estimation Univ. G Eiffel								
Diviser par deux en dix ans = réduire de -6,7% par an; Atteindre l'objectif en 2030 vu de 2025 = -12%/an								